

 MENU

NOTRE MISSION

Diversifying and Decolonising Economics (D-Econ) est une organisation caritative **enregistrée** qui vise à décoloniser et à diversifier le domaine de l'économie, tant en termes de contenu académique que de structures institutionnelles, afin de soutenir les mouvements et les luttes pour la justice mondiale et de parvenir à une société plus juste. Nous travaillons à promouvoir un domaine de l'économie exempt de discrimination, notamment de sexisme, de racisme, d'élitisme et de discrimination fondée sur l'approche et la géographie. Nous travaillons également à remettre en question l'eurocentrisme dans la discipline économique, tant dans ses théories que dans ses pratiques. Cela implique de promouvoir des pratiques inclusives dans des lieux qui déterminent ce qu'est la connaissance légitime, notamment les conférences, les ateliers, les revues, les comités de rédaction, les conseils d'organisations économiques, les programmes, les départements d'économie et les salles de classe. Cela comprend également l'interrogation et la remise en question des manières dont l'économie elle-même est sexiste, raciste et coloniale, et les conséquences d'un domaine économique qui ne le reconnaît pas. Nous situons la lutte pour changer le domaine de l'économie dans le cadre d'une lutte matérielle plus large contre le racisme, le sexisme, l'élitisme et l'impérialisme dans la société en général.

Nous adoptons une approche holistique, car notre mission comprend trois objectifs liés, mais distincts. Ceux-ci sont :

1. Décoloniser l'économie en s'attaquant à l'eurocentrisme produit

historiquement dans notre domaine et à sa prétention à la neutralité et à l'universalité,

2. Une plus grande ouverture en termes d'approches théoriques et méthodologiques, et
3. Lutter contre l'exclusion structurelle dans la discipline économique afin de supprimer les obstacles à une représentation égalitaire en termes d'identité.

Les progrès réalisés sur ces trois fronts pourraient favoriser l'émergence d'un domaine qui soit un espace de réflexion et d'investigation ouvert et inclusif, plus susceptible de générer des connaissances et des débats sur des questions qui concernent la majorité du monde que ce n'est le cas actuellement. Une telle approche holistique serait également bénéfique pour le grand public, étant donné l' **influence des économistes sur les politiques publiques et le discours politique** . La composition homogène actuelle de la profession n'est pas un accident, mais le résultat d'une exclusion historique et systémique. C'est pourquoi nous considérons également qu'il est équitable de travailler à un domaine plus inclusif.

Notre approche holistique distingue D-Econ des initiatives existantes promouvant la diversité et le pluralisme en économie. Nous croyons fermement que toute approche qui se concentre exclusivement sur un seul des trois éléments mentionnés ci-dessus court le risque d'être insuffisante, car elle ignore d'autres aspects clés de la marginalisation dans le domaine. Par exemple, la diversité identitaire ne suffit pas à inverser les préjugés dans le domaine si la domination du paradigme actuel et sa vision actuelle de la race et du racisme ne sont pas également remises en question. La diversité est importante pour elle.



Traduzido para: [Francês](#)

Mostrar original

Opções ▼

en grande partie blanc et/ou en grande partie masculin est intellectuellement peu solide et constitue une forme de « **politique identitaire étroite et sans marque** ». Mais de la même manière, la diversité n'est pas une décolonisation et peut, en fait, miner la décolonisation si elle permet aux orthodoxies de rester incontestées et au centre de la scène. Adopter une approche holistique de la décolonisation et de la diversification signifie reconnaître et aborder « **les multiples forces sociales, identités sociales et instruments idéologiques par lesquels le pouvoir et le désavantage sont exprimés et légitimés** ». Cela signifie également reconnaître que la discrimination dans le monde universitaire – qu'elle soit liée à la race, au sexe, à la classe, à la situation géographique et/ou à l'approche – n'est pas dissociée des luttes plus larges, **comme les mouvements**

sociaux l'ont reconnu depuis longtemps . Nous pensons qu'il est impératif de travailler avec des organisations et des militants du monde entier qui ont des missions similaires afin d'atteindre nos objectifs communs.

D-Econ accueille des membres de toutes les identités et de toutes les origines géographiques. Nous sommes convaincus que nous sommes tous responsables de la lutte contre le racisme, le sexisme et la colonisation dans le domaine de l'économie, à l'université et dans la société en général, quels que soient notre situation géographique, la couleur de notre peau, notre sexe et notre origine sociale. Tout comme les femmes ne peuvent pas être les seules responsables de la remise en cause des structures patriarcales, les habitants des pays du Sud ne peuvent pas être les seuls responsables de la remise en cause des structures coloniales. Tout comme les personnes de couleur ne peuvent pas être les seules responsables de la remise en cause du racisme, les personnes issues de la classe ouvrière ne peuvent pas être les seules responsables de la remise en cause de l'élitisme. Nous devons construire de larges coalitions dans lesquelles les personnes privilégiées en raison de leur situation géographique, de leur race, de leur sexe ou de leur origine sociale luttent également contre la discrimination structurelle. Après tout, l'inclusion, la diversité et l'égalité ne sont pas seulement dans l'intérêt des exclus, mais dans l'intérêt de tous ceux qui veulent une économie et une société meilleures et plus justes. La mission de D-Econ est de *créer* - et non *de prendre* - de l'espace pour les universitaires et les chercheurs marginalisés. Nous nous engageons donc à utiliser notre plateforme et nos ressources du mieux que nous pouvons pour faire entendre la voix et les chercheurs et universitaires marginalisés, et pour établir des partenariats avec d'autres groupes à travers le monde qui ont des missions similaires aux nôtres.

Nous expliquons notre mission plus en détail ci-dessous.

Décoloniser ce qu'est l'économie et comment elle est pratiquée

Les théories économiques, comme d'autres théories sociales, sont influencées par le contexte dans lequel elles sont élaborées et peuvent exprimer certaines perspectives privilégiées. Les théories économiques produites dans les pays du Nord – qui dominent les manuels d'économie à l'échelle mondiale – peuvent donc ne pas être particulièrement pertinentes pour comprendre les problèmes mondiaux ou les économies dotées de structures institutionnelles différentes,

par exemple en raison de leur passé colonial ou de leur position périphérique dans l'économie mondiale.

Les processus historiques de colonisation et d'impérialisme ont conduit à une compréhension limitée de ce qui constitue une expertise et de qui est considéré comme un expert, ce qui est discriminatoire à l'égard des idées et des chercheurs extérieurs au Nord global. Nous pensons que la décolonisation de l'économie nécessite :

1. Reconnaisant l'eurocentrisme produit historiquement dans notre domaine,
2. Œuvrant à l'identification et à l'élimination des barrières qui excluent les chercheurs et les idées venant de l'extérieur du Nord global,
3. Reconsidérer les prétentions de l'économie à son mérite, sa neutralité et son universalité, et
4. Situer l'économie et créer une discipline capable de soutenir les luttes matérielles de la décolonisation.

La décolonisation ne se résume pas à fournir un contexte historique, mais à reconnaître que les théories provenant de l'extérieur du Nord global peuvent fournir des points de départ fructueux. La recherche de la décolonisation peut également impliquer de reconnaître que les théories produites au Nord global ont souvent été élaborées **en dialogue** avec des chercheurs du Sud global, même si ces dialogues et contextes coloniaux ne sont **pas pleinement reconnus** par les auteurs de textes « classiques ». Les chercheurs du Sud global ont, par exemple, apporté d'importantes contributions à notre compréhension de la subordination et du développement inégal. En fait, les théories développées au Sud global sont de plus en plus pertinentes pour comprendre les processus qui se déroulent actuellement au Nord, tels que l'informalité, l'austérité et la montée des inégalités. L'adoption et l'adaptation de la théorie de la dépendance latino-américaine pour comprendre les relations centre-périphérie dans la zone euro en sont un exemple (voir **ici**). De plus, les conditions d'exploitation établies par le colonialisme au Sud global ont tendance à **se retourner** contre le Nord global. En effet, nous ne pouvons comprendre aucune partie du monde de manière isolée, étant donné l'interdépendance des processus sociaux, politiques et économiques actuels.

L'économie et les économistes sont largement considérés comme *décrivant* non seulement le monde dans lequel nous vivons, mais aussi *comme façonnant ce*

monde conformément aux théories économiques dominantes . Il est donc essentiel de veiller à ce que le monde créé par les économistes et la pensée économique soit un monde dans lequel il est possible de remettre en question la dépossession, l'oppression et la domination – et d'œuvrer à la décolonisation.

Le terme « décolonisation » est lourd de sens et nous ne l'utilisons pas à la légère. Nombreux sont ceux qui ont critiqué à juste titre l'exercice consistant à cocher des cases auquel la décolonisation a été réduite dans de nombreux contextes (ou la « fausse » décolonisation), en particulier dans le milieu universitaire. Par exemple, Tuck et Yang soutiennent dans leur article « La décolonisation n'est pas une métaphore » que : « Lorsque nous écrivons sur la décolonisation, nous ne l'offrons pas comme une métaphore ; ce n'est pas une approximation d'autres expériences d'oppression. La décolonisation n'est pas un terme interchangeable avec d'autres choses que nous voulons faire pour améliorer nos sociétés et nos écoles. La décolonisation n'a pas de synonyme. » Pour eux, et pour de nombreux autres militants, « la décolonisation entraîne le rapatriement des terres et de la vie des autochtones », et aucune autre entreprise ne devrait être qualifiée de décolonisation, aussi bien intentionnée soit-elle. Mais cela ne signifie pas que nous devons renoncer à des possibilités d'actes de solidarité radicale qui rassemblent les nombreuses luttes des communautés racialisées et colonisées en quête de libération.

Nous partageons la méfiance de Tuck et Yang à l'égard de la négligence avec laquelle le terme « décolonisation » est utilisé pour désigner, par exemple, l'augmentation du nombre de chercheurs non blancs au sein du monde universitaire ou le remplacement des écrits de chercheurs blancs par ceux de chercheurs noirs et métis (même si ces deux objectifs sont louables et nous y travaillons également). Cependant, nous pensons que la décolonisation doit également impliquer un changement fondamental dans les relations matérielles du colonialisme sous toutes ses formes, avec comme point central le rapatriement des terres et la réparation des injustices historiques. À notre avis, il est difficile d'y parvenir sans reconnaître le rôle des universitaires, et en particulier dans le domaine économique, dans la légitimation et le maintien des relations de domination néocoloniales et impérialistes. Comme l' ont récemment écrit Andrew Curley et ses collègues , les habitudes de pensée coloniales acquises « excluent la coalition, la solidarité et la possibilité d'un présent et d'un avenir qui fassent de la place à la noirceur et à l'indigénité. Ce n'est qu'en démantelant ces catégories – en dialoguant les uns avec les autres –

que nous pourrions créer cet avenir que nous désirons. »

Nous sommes d'accord avec [Bhambra, Gebrial et Nişancioğlu](#) lorsqu'ils affirment que « la dépossession est peut-être la « vérité » du colonialisme, [mais] elle n'en est pas la totalité. En prenant le colonialisme comme point de départ en tant que projet mondial, il devient difficile de se détourner de l'université occidentale en tant que lieu clé par lequel le colonialisme – et le savoir colonial en particulier – est produit, consacré, institutionnalisé et naturalisé. C'est à l'université que les intellectuels coloniaux ont développé des théories du racisme, popularisé des discours qui ont renforcé le soutien aux efforts coloniaux et fourni des fondements éthiques et intellectuels à la dépossession, à l'oppression et à la domination des sujets colonisés. » Mais comme [le note Ruth Wilson Gilmore](#), les universités peuvent aussi être des lieux où des personnes qui autrement ne se rencontreraient pas entrent en contact, « étendant » l'espace pour que ceux qui sont impliqués dans les mouvements de libération puissent se rencontrer et affiner leurs idées et leurs luttes.

C'est pourquoi D-Econ soutient le mouvement plus large de décolonisation de l'université dans le but de transformer radicalement les conditions dans lesquelles se déroulent la création du savoir et l'éducation. Cela implique de remettre en question les hypothèses communes et [d'interroger la relation entre la localisation et l'identité d'un écrivain](#) et la manière dont il écrit sur son sujet. Par conséquent, nous souhaitons réfléchir de manière créative et radicale à la manière dont nous pouvons inverser la marginalisation des idées et des chercheurs en raison de la nature hiérarchique et impérialiste du domaine.

L'économie est devenue théoriquement et méthodologiquement étroite

Depuis les années 1960, le champ de l'économie s'est rétréci avec la domination croissante de l'économie néoclassique. Dans ce processus, les approches issues de différents cadres théoriques et écoles de pensée, telles que l'économie politique classique, l'économie post-keynésienne, l'économie féministe, l'économie marxiste et l'économie institutionnelle, ont été marginalisées. Bien que ces écoles soient souvent qualifiées d'économie hétérodoxe, elles ont [leurs propres](#) programmes constructifs et actifs de théorie économique, de méthode, de logique, d'ontologie, de politique, d'éthique, etc., qui sont très souvent interdisciplinaires. Nous considérons l'économie hétérodoxe au sens large comme l'étude de la production et de la distribution du surplus économique, où

il est reconnu que les économies capitalistes présentent des tendances déstabilisatrices et sont structurées par des relations de pouvoir. Les différentes écoles de pensée de l'économie hétérodoxe nous présentent des alternatives indépendantes à l'économie dominante contemporaine, qui définit l'économie de manière plus étroite, comme l'étude de l'allocation des ressources rares, la façon dont les gens utilisent les ressources pour répondre aux incitations, ou l'étude de la prise de décision (voir la [définition de l'AEA](#)). Il est donc essentiel de souligner que diversifier et décoloniser l'économie ne signifie pas seulement rendre le domaine plus inclusif des chercheurs non blancs et non masculins, mais aussi ouvrir le courant dominant du domaine aux approches hétérodoxes et non eurocentriques. Nous pensons que l'économie – ou l'étude des phénomènes économiques (une définition conforme à celle de [Chang 2015](#)) – bénéficierait d'une diversité théorique et méthodologique accrue, comme toute autre science sociale. La diversité en termes d'identité et d'approche est intrinsèquement liée, car l'économie dominante peut aliéner les femmes et les minorités, étant donné son accent sur la productivité marginale ou [l'idée que](#) les gens « reçoivent chacun un revenu directement proportionnel à la quantité de richesse qu'ils créent » entre autres choses. Comme l'illustre clairement un récent article de Forbes ([2019](#)) : « Pour qui la phrase « vous obtenez ce que vous méritez » est-elle susceptible de toucher une corde sensible ? Les femmes ? Les personnes de couleur ? Les hommes blancs ? »

L'économie au-delà des hommes blancs : remettre en question la discrimination structurelle Le manque de diversité en termes de race et de genre des économistes est bien documenté. Les femmes ne représentent que 19 % des économistes [en moyenne dans le monde](#) (parmi les chercheurs répertoriés dans la base de données Research Papers in Economics). Aux États-Unis et au Royaume-Uni – où se trouvent la plupart des meilleurs départements d'économie selon les méthodes traditionnelles de classement –, on compte [de manière disproportionnée moins de membres de groupes minoritaires raciaux et ethniques historiquement sous-représentés](#) par rapport à la population globale et aux autres disciplines universitaires. Cette sous-représentation peut également être facilement repérée dans la liste des lauréats du prix Nobel, qui

représente le « sommet du peloton », car les lauréats sont en très grande majorité des hommes blancs (en 2022, sur les 92 lauréats, 87 étaient des hommes blancs). On peut observer des tendances similaires dans les pays du Sud. Par exemple, au Brésil, les femmes sont une **petite minorité dans les rangs supérieurs du monde universitaire**, tandis qu'en Afrique du Sud, les femmes noires continuent d'être **marginalisées dans le monde universitaire**. La discrimination fondée sur l'identité a également été largement documentée en économie. Les femmes en économie sont soumises à **des normes de publication plus élevées** que les hommes ; elles sont moins susceptibles d'être **reconnues pour leur travail** lorsqu'elles co-écrivent avec des hommes ; et sont plus susceptibles de faire face à un **long processus d'évaluation par les pairs**, même si elles ont **plus de mal à obtenir un poste permanent**. Plus généralement, au Royaume-Uni, les professeures noires sont victimes **d'intimidation, de stéréotypes et de négligence institutionnelle** ; il n'y a **pas d'universitaires noirs à des postes de direction** ; les étudiants noirs ont **1,5 fois plus de chances d'abandonner** ; et les universitaires noirs sont soumis à **une surveillance plus étroite**, sont **moins bien payés** et ont moins **de chances de postuler à des promotions** que leurs **pairs** blancs. La marginalisation va au-delà de la race et de l'identité de genre. Lors de l'élaboration de stratégies pour un domaine inclusif, il est nécessaire de prendre également en compte la classe, les capacités, la sexualité et d'autres identités marginalisées dans le milieu universitaire, ainsi que les façons dont ces identités se croisent (par exemple, les **femmes de couleur**).

Les femmes qui travaillent dans le milieu universitaire sont confrontées à des formes de discrimination différentes de celles des femmes blanches. De nombreuses caractéristiques du monde universitaire sont problématiques en général, mais particulièrement problématiques pour certains groupes marginalisés. Par exemple, les attentes concernant le travail le soir et le week-end ne sont pas idéales, mais cela est particulièrement désavantageux pour ceux qui sont censés assumer des responsabilités familiales. Améliorer la diversité en économie doit donc également impliquer de décortiquer et de traiter ces structures qui affectent les groupes marginalisés de manière disproportionnée. Le manque de diversité dans le domaine conduit à un manque d'attention aux problèmes qui affectent spécifiquement les groupes

sous-représentés, de la recherche économique aux modèles utilisés pour comprendre le monde, en passant par les décisions de politique publique. Les groupes marginalisés sont plus susceptibles d'apporter des points de vue qui seraient autrement absents ou sous-évalués. Par exemple, les femmes sont beaucoup plus susceptibles de reconnaître et de s'engager dans les problèmes associés à l'exclusion **des tâches ménagères du PIB**. Un autre **exemple** est que les femmes économistes sont plus susceptibles de considérer les opportunités sur le marché du travail comme inégales que les hommes économistes, compte tenu de leur expérience quotidienne de la discrimination sur le marché du travail. Œuvrer pour une économie plus diversifiée est donc susceptible de stimuler de nouvelles perspectives et de nouveaux débats en économie que le monisme pourrait étouffer. Cependant, améliorer la diversité dans le domaine ne suffira pas à nous aider à faire progresser la discipline économique. Si l'amélioration de la diversité dans la discipline est un objectif louable et important en soi, elle est souvent utilisée de manière interchangeable avec la décolonisation. Pourtant, ces deux processus ne sont pas la même chose. Sans s'attaquer sérieusement à l'hégémonie de l'économie traditionnelle, il ne sera pas possible d'améliorer la diversité dans le domaine ou de le décoloniser. Nous ne pouvons pas espérer qu'une approche consistant à « ajouter des chercheurs marginalisés et à remuer » permettra d'adopter un cadre méthodologique plus large et plus diversifié et de démanteler les barrières structurelles qui font de l'économie une discipline largement eurocentrique. Si les méthodes, la formation et les pratiques professionnelles de tous les chercheurs restent les mêmes, alors l'amélioration de la diversité ne contribuera pas à décoloniser la discipline, quelle que soit leur situation géographique ou la couleur de leur peau. Bien que nous saluons tous les efforts visant à améliorer la diversité, nous reconnaissons qu'il ne s'agit là que d'une victoire partielle si nous ne travaillons pas également à démanteler les pratiques coloniales au sein de l'économie.

COMMENT ALLONS-NOUS AVANCER ?

Nous pensons que les obstacles structurels à la diversité et à la décolonisation sont dus à la discrimination institutionnelle, politique et historique, ainsi qu'à des préjugés implicites. Identifier et traiter ces obstacles est un élément

essentiel de notre travail, en plus d'encourager le débat sur ce qui doit être fait entre diverses voix. Les projets actuels et à venir de D-Econ comprennent :

1. Maintenir la [base de données D-Econ](#) des chercheurs marginalisés par leurs identités, leurs approches et/ou leurs géographies,
2. Élaborer des lignes directrices pour des pratiques inclusives au sein des organisations et des conférences,
3. Stimuler la prise de conscience, le débat et la réflexion sur les formes d'exclusion et les moyens par lesquels nous pouvons œuvrer pour diversifier et décoloniser le domaine,
4. Connecter et construire un réseau d'organisations internationales et d'activistes à travers le monde avec des missions similaires, et
5. Développer, stimuler et soutenir la recherche et les études sur la décolonisation de l'économie.

Pour rejoindre notre effort et soutenir notre mission, cliquez [ici](#) .

Le numéro d'enregistrement de D-Econ auprès de la Charity Commission du Royaume-Uni est [le 1200723](#) .

- ABONNEZ-VOUS AUX MISES À JOUR DE NOTRE SITE WEB -

S'ABONNER

Cliquez [ici](#) pour rejoindre la liste de diffusion D-Econ.

- SUIVEZ-NOUS SUR TWITTER -

Posts from @DivDecEcon